

Jean-Pierre SPARFEL et Patricia SOURROUILLE
Candidats du Parti Ouvrier Indépendant (POI) de la 2^{ème}
circonscription de l'Hérault
En réponse à la CGT-INRA de Montpellier concernant l'adresse aux
candidats aux élections législatives.

Tout d'abord nous vous précisons notre attachement à l'indépendance entre les partis et les syndicats. Nous pensons qu'en période électorale, c'est aux partis de faire la démarche de présenter leur politique aux citoyens, aux travailleurs, de se soumettre au débat, etc. En ce qui nous concerne, bien qu'étant un petit parti avec peu de moyens et boycotté par les médias, nous avons distribué des milliers de tracts à la porte des entreprises, universités, centres de recherche, hôpitaux, postes, gare, centres de sécurité sociale, sur les marchés, etc. et organisé des réunions – débats.

Respectivement cheminot et personnel de la recherche, nous sommes des militants syndicalistes actifs qui avons lutté directement contre les plans destructeurs du gouvernement Sarkozy et nous sommes candidats du POI aux élections législatives pour aider au combat de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à la destruction sociale de ces 20 dernières années conduite pour satisfaire les intérêts des capitalistes.

Grâce à la dette, les banquiers s'enrichissent, mais les peuples eux sont saignés. Comme en Grèce où les émissaires de la Troïka imposent plans d'austérité sur plans d'austérité, baisses des salaires, des retraites, fermetures d'hôpitaux, etc.

Ainsi le nouveau traité européen TSCG sur la stabilité, la convergence et la gouvernance, le « super Maastricht » a été signé le 2 mars à Bruxelles par Sarkozy et Merkel. S'il était ratifié, après les élections, il inscrirait l'austérité, la « règle d'or » dans la Constitution (ou les lois de finances), il imposerait de réduire le déficit public à 0.5% du PIB (ceci correspond à 80 milliards d'€ d'« économie » dès l'an prochain) et à rembourser obligatoirement 5 % de la dette de l'Etat par an, (ce serait couper plus de 80 milliards d'euros dans le budget, plus que celui de l'Education Nationale, dès 2013 aussi).

Face à cette situation, notre candidature aux législatives n'a pas pour but de présenter une belle liste de promesses, mais elle s'inscrit dans notre lutte pour tout faire pour empêcher la ratification de ce TSCG car c'est la condition nécessaire au changement et à la satisfaction des revendications élémentaires portées par les organisations syndicales dans chaque secteur.

F. Hollande parle de renégocier un volet « croissance » ? S'agit-il d'un volet qui garantisse l'ouverture des lits d'hôpitaux, des classes, de développer les services publics sur tout le territoire, d'augmenter les salaires, les retraites ? S'agit-il d'investir dans l'enseignement et la recherche, en rétablissant les crédits récurrents aux laboratoires et en donnant tous les moyens nécessaires à l'ensemble des universités pour développer toutes les disciplines ? Car c'est bien par le développement de la liberté académique et de recherche que les besoins de la société humaine pourront être satisfaits et non par le pilotage étroit par des agences de distribution de contrats au service d'intérêts patronaux ou de thématiques à la mode (ANR et autres) ! S'agit-

il enfin de stopper les dizaines de milliers de licenciements prévus dans les différents secteurs industriels et d'embaucher sur postes statutaires les milliers de personnels en CDD ?

Mais tout cela est contradictoire avec le principe même de ce TSCG, il ne faut donc pas le ratifier !

Dans notre région, au nom de la lutte contre les déficits publics et sous le cache-sexe de l'excellence, la politique de Sarkozy a été relayée par Christian Bourquin, président de région PS qui continue de vouloir imposer la fusion de toutes les universités de Montpellier, Nîmes et Perpignan, pour créer un pôle régional en affirmant vouloir sortir les universités et la recherche des prérogatives de l'Etat. Pour nous, ce consensus droite-gauche doit cesser et la politique de fusion – IDEX abandonnée, pour cela, il n'y a même pas besoin d'attendre l'abrogation de la LRU et du Pacte pour la recherche que nous revendiquons !

La nouvelle ministre, Mme Fioraso a déclaré qu'il fallait abandonner les PPP du Plan Campus (CNESER des 21-22 mai). C'est un démenti cinglant à tous « nos » élus locaux de gauche qui n'ont eu de cesse de proclamer que c'était des « moyens nouveaux » pour les universités dont M. Passet (conseiller municipal et actuellement candidat du Front de gauche dans la 8^{ème} circonscription de l'Hérault) qui a voté pour. Ce serait effectivement aller dans la bonne direction que de stopper cette privatisation des locaux universitaires. A l'UM2, le Plan Campus prévoit la démolition prochaine de certains bâtiments : il faut les arrêter !

Vous l'aurez compris, nous nous présentons dans la continuité du NON majoritaire au référendum de 2005. Nous pensons que pour rétablir la démocratie et le respect de la volonté du peuple, il faut une assemblée constituante souveraine ! Au-delà de ces élections, c'est la mobilisation des travailleurs unis pour imposer leurs revendications, avec leurs organisations, qui pourra arrêter ceux qui voudraient leur faire subir les mêmes régressions que celles que subissent actuellement les travailleurs de Grèce, d'Espagne, du Portugal, de Roumanie, etc.

Cependant, pour nous ce n'est pas tout ou rien et à travers notre campagne électorale, nous avons commencé à unir des militants politiques, des syndicalistes, des candidats d'autres partis sur un appel de militants de l'Hérault « Hollande ne doit pas ratifier le TSCG ! » et ceci ne s'arrêtera pas au soir des résultats.

Salutations militantes.

Jean-Pierre SPARFEL, candidat

Patricia SOURROUILLE, suppléante

A Montpellier, le 03 juin 2012.